



Nations Unies

Département des affaires économiques et sociales



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development  
and Cooperation SDC

**Préparatifs du Forum pour la coopération au développement 2014  
Symposium de haut niveau organisé en Suisse**

**« La coopération au développement après 2015 : un  
développement durable pour tous »**

**Les 24 et 25 octobre 2013**

**Montreux, Suisse**

**PROGRAMME**

Le monde arrive à un tournant sur les plans environnemental et social. Aussi, le programme de développement pour la période après 2015 doit s'articuler autour de deux tâches centrales : terminer le travail entamé dans la perspective des Objectifs du millénaire pour le développement, qui visaient l'élimination de la pauvreté, et orienter nos efforts sur la voie d'un développement plus durable. Le programme devra donc non seulement refléter une vision commune, mais aussi être applicable universellement.

Le nouveau programme de développement global doit être et sera novateur. Pour contribuer efficacement à sa mise en œuvre, la coopération au développement devra évoluer : il est indispensable d'évaluer toutes les formes de financement disponibles et de renforcer les partenariats entre les différents acteurs et secteurs. Le programme de développement pour la période après 2015 obligera les acteurs de la coopération au développement à revoir leur mode opératoire : ils devront adapter les instruments et les canaux utilisés et reconsidérer leur division du travail. La coopération au développement devra continuer à soutenir les communautés les plus démunies et les plus vulnérables face aux défis du développement durable, en mobilisant des ressources pour résoudre des problématiques mondiales, telles que le changement climatique ou la gestion du patrimoine commun.

Le symposium de haut niveau organisé en Suisse en prévision du FCD permettra aux participants de discuter des moyens pour la coopération au développement de faire progresser le développement durable dans le monde après 2015. Ils examineront les implications d'un programme de développement unifié et universel pour la période après 2015. Le symposium sera pour eux l'occasion d'aborder les questions clés telles que le financement de la coopération au développement, notamment l'allocation des ressources financières, les moyens de mobiliser des sources de financement additionnelles, publiques ou privées, la mise en place d'un cadre favorable ou encore les rôles et les responsabilités des différents acteurs. Ils seront également appelés à réfléchir aux améliorations pouvant être apportées aux mécanismes de suivi et de reddition de comptes.

Fidèle à sa tradition d'ouverture, le FCD réunira, pour un dialogue libre et informel, des représentants des autorités et des experts de la coopération au développement et du financement du développement issus de gouvernements ou de parlements, d'organismes multilatéraux, de la société civile, du secteur privé ou d'organisations philanthropiques privées. Le symposium servira de réunion préparatoire à la conférence ministérielle du FCD prévue à New York en juillet 2014. Ses conclusions seront directement intégrées aux délibérations en cours sur le programme de développement après 2015.

## PROGRAMME

Coprésidents : **Wu Hongbo**, secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales, DAES, secrétaire général de la Conférence internationale des petits Etats insulaires en développement

**Martin Dahinden**, directeur général de la Direction du développement et de la coopération suisse

**Jeudi 24 octobre 2013**

ENREGISTREMENT ET CAFÉ		
08h00 – 09h00	Enregistrement des participants et café	
SEANCE D'OUVERTURE		
09h00 – 09h45 <i>Salle des congrès</i>	<p>Ouverture officielle</p> <p>Attentes des participants aux FCD 2014</p> <p>Préparation pour un agenda de développement post-2015: une perspective régionale</p> <p>Attentes des participants au Symposium</p> <p>Discours d'ouverture</p>	<p><b>S.E. M. Martin Dahinden</b>, directeur général de la Direction du développement et de la coopération suisse</p> <p><b>S.E. M. Néstor Osorio</b>, président du Conseil économique et social des Nations Unies</p> <p><b>Mr. Sven Alkalaj</b>, secrétaire général adjoint et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies</p> <p><b>M. Thomas Gass</b>, sous-secrétaire général au Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies</p> <p><b>M. Bruce Jenks</b>, Adjunct Professor, School of International and Public Affairs, Columbia University</p>
	<p><b><i>Les séances plénières seront dirigées par :</i></b>  <b>Mme Susanna Campbell</b> et <b>M. Oliver Jütersonke</b>, de <i>l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), Genève</i></p>	
1 <sup>e</sup> SÉANCE. Quels défis le nouveau partenariat global pour le développement devra-t-il relever dans le contexte de l'après-2015?		
09h45 – 12h00 <i>Salle des congrès</i>	1. Comment concilier le travail traditionnellement axé sur la pauvreté et le développement avec les enjeux émergeant dans le contexte plus large du développement durable?	

	<p>2. Comment un nouveau partenariat global peut-il réaliser ce programme à vocation transformatrice?</p> <p>3. Quelles doivent être les caractéristiques principales de la coopération au développement après 2015?</p> <p><i>Forme : trois petites présentations de cinq minutes chacune, suivies d'un débat en séance plénière.</i></p> <p><b><u>Présidence :</u></b>  <b>S.E. M. Néstor Osorio</b>, président du Conseil économique et social des Nations Unies</p> <p><b><u>Intervenants :</u></b>  <b>M. Jonathan Glennie</b>, <i>research associate, Centre for Aid and Public Expenditure, Overseas Development Institute, Royaume-Uni</i></p> <p><b>M. Juan Manuel Valle Pereña</b>, <i>directeur général de l'Agence mexicaine de la coopération internationale au développement, Ministère des affaires étrangères, Mexique</i></p> <p><b>S.E. M. Ahmed Ali Silay</b>, <i>ministre délégué pour la coopération internationale, Djibouti</i></p> <p><b><u>Principaux intervenants :</u></b>  <b>M. Martin Rivero Illa</b>, <i>directeur général de l'Agence uruguayenne de la coopération internationale, Uruguay</i></p> <p><b>M. Poul Engberg-Pedersen</b>, <i>directeur général adjoint/managing director, Union internationale pour la conservation de la nature</i></p> <p><b>S.E. Mme Amelia Nakhare</b>, <i>vice-ministre de la Planification et du Développement, Mozambique</i></p>
<b>PAUSE DE MIDI</b>	
12h00-13h30	Déjeuner-buffet servi dans la Salle des fêtes
<b>2ÈME SÉANCE. Comment la coopération au développement devra-t-elle évoluer pour servir au mieux les objectifs de développement pour la période après 2015 ?</b>	
<p>13h30 – 15h30</p> <p><i>Salle des congrès</i></p>	<p>1. Comment définir la coopération au développement dans le contexte de l'après 2015 ? Est-il possible de faire la distinction entre les activités relevant de la coopération au développement et celles qui n'en relèvent pas ?</p> <p>2. Comment la coopération au développement peut-elle contribuer à la réalisation d'une série d'objectifs universels applicables à tous les pays?</p> <p>3. Quelle pourrait être la répartition des tâches entre les différents acteurs du développement après 2015 compte tenu de leurs forces respectives ?</p> <p><i>Forme : trois petites présentations de cinq minutes chacune, suivies d'un débat en séance plénière.</i></p> <p><b><u>Présidence :</u></b></p>

	<p><b>S.E. M. Martin Dahinden</b>, directeur général de la Direction du développement et de la coopération suisse</p> <p><b><u>Intervenants :</u></b></p> <p><b>M. Peter Moors</b>, directeur général de la Coopération au Développement, Ministère des Affaires Etrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, Belgique</p> <p><b>M. Peter Hazlewood</b>, directeur, Ecosystèmes et Développement, World Resources Institute</p> <p><b>M. Martin Khor</b>, directeur général, Centre Sud</p> <p><b><u>Principaux intervenants :</u></b></p> <p><b>S.E. Mme Mary Awag Jervase Yak</b>, vice-ministre, Ministère des Finances et du Plan (MOFEP), Soudan du Sud</p> <p><b>S.E. M. Navtej Sarna</b>, ambassadeur, secrétaire adjoint, Ministère des affaires étrangères, Inde</p> <p><b>M. Thomas Scott Vaughan</b>, président et directeur général, Institut international du développement durable</p>
<b>PAUSE CAFÉ</b>	
15h30 – 16h00	Le café sera servi dans les salles de réunion
<b>CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES AU FCD</b>	
16h00 – 17h30	<p><i>Les participants se réuniront en groupes d'intérêts pour discuter des thématiques avant le symposium.</i></p> <p><b>Groupe de discussion n° 1</b> : pays en développement et organisations multilatérales</p> <p><b><u>Les discussions seront animées par :</u></b></p> <p><b>S.E. M. Gyan Chandra Acharya</b>, sous-secrétaire général et haut représentant, UN-OHRLLS</p> <p><b><u>Rapporteur :</u></b></p> <p><b>S.E. Mme Susil Premajayantha</b>, ministre de l'environnement et des énergies renouvelables, Sri Lanka</p>
Salle des Congrès	
Salon de bridge	<p><b>Groupe de discussion n° 2</b> : Pays développés et organisations multilatérales</p> <p><b><u>Les discussions seront animées par :</u></b></p> <p><b>S.E. Mme Amanda Ellis</b>, cheffe de mission, ambassadrice, Mission permanente de la Nouvelle Zélande auprès des nations unies, Genève</p> <p><b><u>Rapporteur :</u></b></p> <p><b>Mme Barbara Hendrie</b>, cheffe, Département des partenariats globaux, Département du développement international (DFID), Royaume-Uni</p>
Salon de grammont	<p><b>Groupe de discussion n° 3</b> : organisations de la société civile</p> <p><b><u>Les discussions seront animées par :</u></b></p> <p><b>M. Tony Tujan</b>, directeur international et président, IBON Foundation et Reality of Aid Network</p> <p><b><u>Rapporteur :</u></b></p>

<p>Salon de musique</p> <p>17h30 à 18h00</p> <p>Salle des congrès</p>	<p><b>Mme. Ana Abelenda</b>, <i>coordinatrice de communications et plaidoyer, AWID</i></p> <p><b>Groupe de discussion n° 4</b> : représentants des parlements  <b><u>Les discussions seront animées par :</u></b>  <b>S.E. M. Jacques Neiryck</b>, <i>député au Parlement, Suisse</i>  <b><u>Rapporteur :</u></b>  <b>S.E. M. Geoffrey Ekanya</b>, <i>député au Parlement, membre du cabinet-fantôme au titre de ministre des finances, Ouganda</i></p> <p><i>Forme : les groupes de discussion seront encadrés par un animateur. Leurs principales conclusions seront présentées au plénum par un rapporteur. Dans le sillage des débats des 1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> séances, les groupes se pencheront sur les questions devant être posées durant les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> séances (a) et (b).</i></p> <p><i>Tous les participants se retrouveront ensuite pour le compte rendu des groupes et une brève récapitulation du premier jour.</i></p>
<p>18h30 – 20h00</p>	<p>Dîner dans la salle des fêtes</p>

### Vendredi 25 octobre 2013

<b>3<sup>e</sup> SÉANCE. Quelles implications le programme de développement pour l'après-2015 pourrait-il avoir en termes d'allocation des ressources, d'un pays ou secteur à l'autre?</b>	
<p>09h00 – 11h00</p> <p>Salle des congrès</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Quels sont les types de ressources requises pour la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015?</li> <li>2. Compte tenu des expériences faites dans le contexte des OMD, quelles sont les conséquences probables d'un programme de développement unique sur l'allocation des différents types de ressources nationales et internationales entre des secteurs et des pays à différents stades de développement ?</li> <li>3. Comment pouvons-nous garantir non seulement que les ressources seront allouées équitablement et qu'elles parviendront aux plus démunis, mais aussi que la lutte contre la pauvreté restera l'objectif principal de la promotion du développement durable ?</li> </ol> <p><i>Forme : trois petites présentations de cinq minutes chacune, suivies d'un débat en séance plénière.</i></p> <p><b><u>Présidence :</u></b>  <b>M. Thomas Gass</b>, <i>sous-secrétaire général au Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies</i></p> <p><b><u>Intervenants :</u></b>  <b>M. Serdar Çam</b>, <i>président, Agence internationale turque pour la coopération et le développement (TIKA), Turquie</i></p> <p><b>M. Muhammad Alkama Siddiqui</b>, <i>Co-secrétaire, ministère des finances, Bangladesh</i></p>

	<p><b>M. Biranchi Upadhyaya</b>, <i>directeur international des Programmes, ActionAid</i></p> <p><b>Principaux intervenants :</b>  <b>M. Daniel Carmon</b>, <i>directeur général de l'Agence israélienne de la coopération internationale au développement (MASHAV), Israel</i></p> <p><b>Mme. Shannon Kindornay</b>, <i>Researcher, Gouvernance pour une croissance équitable, Institut Nord-Sud</i></p>
<b>PAUSE CAFÉ</b>	
11h00 – 11h30	Le café sera servi à l'entrée de la Salle des congrès
<b>4<sup>e</sup> SÉANCE – séances parallèles</b>	
<b>(A): Comment la coopération au développement peut-elle servir à mobiliser de nouvelles sources de financement du développement durable publiques ou privées ?</b>	
<p>11h30 – 13h00</p> <p><i>Salle des congrès</i></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Comment la coopération au développement peut-elle contribuer à démultiplier les ressources nationales et internationales supplémentaires nécessaires à l'éradication de la pauvreté et au développement durable pour tous?</li> <li>2. Quels instruments ou mécanismes de financement publics se sont révélés particulièrement efficaces pour renforcer les investissements privés et mobiliser des ressources nationales, tout en servant les objectifs de développement ?</li> <li>3. Quels sont les facteurs limitatifs de ces mécanismes et instruments et quelles mesures peuvent être prises aux niveaux national et international pour y remédier ?</li> <li>4. Quels enseignements tirer des efforts pour assurer la sécurité alimentaire à court et à long termes dans la perspective de futures démarches en vue de mobiliser des sources de financement publiques ou privées supplémentaires ?</li> </ol> <p><i>Forme : quatre petites présentations de cinq minutes chacune, suivies d'un débat en séance plénière. La discussion sera fondée sur des exemples issus des mesures collectives de promotion de la sécurité alimentaire à court et à long termes.</i></p> <p><b>Présidence :</b>  <b>S.E. M. Néstor Osorio</b>, président du Conseil économique et social des Nations Unies</p> <p><b>La discussion sera animée par :</b>  <b>M. Oliver Jütersonke</b>, <i>Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), Genève</i></p> <p><b>Intervenants :</b>  <b>M. Laurent Thomas</b>, <i>sous-directeur général pour la coopération technique, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</i></p> <p><b>Mme Anne Sipilainen</b>, <i>sous-secrétaire d'Etat pour le développement, Ministère</i></p>

	<p><i>des affaires étrangères, Finlande</i></p> <p><b>Mme Iliana Olivie</b>, <i>analyste principale, Real Instituto Elcano</i></p> <p><b>M. Vitalice Meja</b>, <i>directeur général, Reality of Aid Africa</i></p> <p><b><u>Principaux intervenants :</u></b></p> <p><b>M. Brice Lalonde</b>, <i>conseiller spécial pour le développement durable, Pacte mondial de l'ONU</i></p> <p><b>M. Iain Mac Gillivray</b>, <i>conseiller spécial du président, Fond international du développement agricole</i></p>
--	---

**(B). Comment assurer la cohérence des différentes approches en matière de financement et comment améliorer l'accès aux subventions ?**

<p>11h30 – 13h00</p> <p><i>Salon de bridge</i></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Quelles sont les caractéristiques des différents mécanismes et sources de financement disponibles pour le programme de développement après 2015 et quelles sont leurs forces et leurs faiblesses respectives ?</li> <li>2. Comment assurer que les différents mécanismes et sources de financement sont gérés de la manière la plus cohérente possible pour (a) servir les priorités nationales et pour (b) entraîner une action collective en réponse aux défis globaux ?</li> <li>3. Quelles mesures peut-on prendre pour améliorer l'accès des différents acteurs aux ressources financières ?</li> <li>4. Y a-t-il des enseignements que nous puissions tirer de la lutte pour la sécurité alimentaire à court et à long termes en ce qui concerne les avantages comparatifs des différents types de financement du développement et leur accessibilité respective ?</li> </ol> <p><i>Forme : quatre petites présentations de cinq minutes chacune, suivies d'un débat en séance plénière. La discussion sera fondée sur des exemples issus des mesures collectives de promotion de la sécurité alimentaire à court et à long termes.</i></p> <p><b><u>Présidence :</u></b></p> <p><b>M. Thomas Gass</b>, <i>sous-secrétaire général, Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies</i></p> <p><b><u>Les discussions seront animées par :</u></b></p> <p><b>Mme Susanna Campbell</b>, <i>Institut de hautes études internationales et du développement, Genève</i></p> <p><b><u>Intervenants :</u></b></p> <p><b>Mme Gordana Jerger</b>, <i>directrice adjointe, partenariats inter-agences, Programme alimentaire mondial</i></p> <p><b>M. Jon Lomøy</b>, <i>directeur, direction de la coopération pour le développement, Organisation de développement et de coopération économiques</i></p> <p><b>S.E. M. Jose Luis Rocha</b>, <i>secrétaire d'Etat des affaires étrangères, Cap-Vert</i></p> <p><b>Mme Inge Kaul</b>, <i>Adjunct Professor, Hertie School of Governance</i></p>
--	--

	<p><b><u>Principaux intervenants</u></b></p> <p><b>M. Paul Lupunga</b>, économiste en chef relations multilatérales, département de la gestion économique, Ministère des finances, Zambie</p> <p><b>S.E. Mme Petra Bayr</b>, députée au Parlement, Autriche</p> <p><b>S.E. M. Arsenio M. Balisacan</b>, ministre à la planification socio-économique, et directeur général de l'Autorité nationale de l'économie et du développement, Philippines</p>
<b>PAUSE DE MIDI</b>	
13h00 – 14h30	Déjeuner-buffet dans la Salle des fêtes
<b>COMPTE RENDU</b>	
14h30 – 15h00 Salle des congrès	<p><b><u>Présidence :</u></b> <b>S.E. M. Martin Dahinden</b>, directeur général de la Direction du développement et de la coopération suisse</p> <p><b><u>Rapporteur Session IV (A):</u></b> <b>Mr. André Laperrière</b>, directeur général adjoint, Global Environment Facility</p> <p><b><u>Rapporteur Session IV (B):</u></b> <b>Ms. Annapurna Vancheswaran</b>, directrice, Sustainable Development Outreach, Teri Institute</p> <p><i>Les rapporteurs font un compte rendu des débats de la 4<sup>e</sup> séance (A) et (B) à l'assemblée réunie.</i></p>
<b>5<sup>e</sup> SÉANCE. Quelle devra être l'évolution du suivi global de la coopération au développement et de la reddition de comptes dans ce domaine après 2015 ?</b>	
15h00 – 17h00 Salle des congrès	<ol style="list-style-type: none"> <li><i>1. Quelles conséquences la mise en place d'un programme unique et universel aura-t-elle sur les mécanismes de responsabilité globale ?</i></li> <li><i>2. Comment un concept de suivi global de la coopération au développement peut-il produire une image plus fiable de la durabilité des mesures de développement sur les plans économique, social et environnemental ?</i></li> <li><i>3. Quels enseignements peut-on tirer de précédentes tentatives d'intégrer le développement durable dans des mécanismes de reddition de comptes et dans des concepts de suivi de la coopération au développement ?</i></li> <li><i>4. Comment allons-nous encourager une « révolution de l'information » nécessaire au renforcement de nos capacités à suivre les progrès réalisés à tous les niveaux ?</i></li> </ol> <p><i>Forme : quatre petites présentations de cinq minutes chacune, suivies d'un débat en séance plénière.</i></p> <p><b><u>Présidence :</u></b> <b>S.E. M. Martin Dahinden</b>, directeur général de la Direction du développement et de la coopération suisse</p> <p><b><u>Orateurs :</u></b> <b>M. Espen Gullikstad</b>, directeur adjoint, section de la politique ONU et égalité des genres, ministère des affaires étrangères, Norvège</p>

	<p><b>S.E. M. Vannak Chhun</b>, <i>sous-ministre, ministère de l'environnement, Cambodge</i></p> <p><b>S.E. Mme Amanda Ellis</b>, <i>chefe de mission, ambassadrice, Mission permanente de la Nouvelle Zélande auprès des nations unies, Genève</i></p> <p><b>M. Jean-Pierre Mean</b>, <i>président, Transparency International Suisse</i></p> <p><b><u>Principaux intervenants</u></b></p> <p><b>S.E. M. Omar Abou Eich</b>, <i>ministre pour la coopération internationale et le développement, Ministère des affaires étrangères, Egypt</i></p> <p><b>M. Barry Herman</b>, <i>professeur, New School University</i></p> <p><b>Mme Judy Chen</b>, <i>president, UNICEF Hong Kong</i></p>	
<b>SÉANCE DE CLÔTURE</b>		
<p>17h00 – 17h30</p> <p><i>Salle des Congrès</i></p>	<p>Regard sur le Symposium FCD de haut niveau qui se tiendra en Allemagne</p> <p>Prochaines étapes – transmettre les messages-clés des symposiums FCD de haut niveau à l'ECOSOC et à d'autres organismes</p> <p>Conclusions du Symposium FCD de haut niveau en Suisse</p> <p>Clôture officielle</p>	<p><b>Mme Martina Metz</b>, chef de division «Efficacité du développement; standards de qualité et gestion; transfert de connaissances» Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ), Allemagne</p> <p><b>S.E. M. Néstor Osorio</b>, président du Conseil économique et social des Nations Unies</p> <p><b>M. Thomas Gass</b>, sous-secrétaire général au Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies</p> <p><b>S.E. M. Martin Dahinden</b>, directeur général de la Direction du développement et de la coopération suisse</p>